

RAPPORT DE PRÉ-VISITE DE LA BÂTONNIÈRE DE PARIS ET DE SES DÉLÉGUÉS, EFFECTUÉE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 719 DU CODE DE PROCÉDURE PÉNALE

Paris, le 21 décembre 2022

Cette visite s'inscrit dans le cadre du troisième exercice de son droit de visite par Madame Julie Couturier, bâtonnière de l'Ordre des avocats de Paris et ses délégués, en application des dispositions de l'article 719 du Code de procédure pénale dans sa rédaction issue de l'article 18 de la Loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 pour la confiance dans l'institution judiciaire.

Parmi les lieux visitables énumérés par l'article 719 précité, Madame Julie Couturier, bâtonnière, a fait le choix de visiter le centre de rétention administrative (CRA) de Paris.

Cette visite inopinée avait pour finalité de s'assurer du respect des conditions de dignité au sein du centre, utilisé pour retenir les personnes étrangères en situation présumée irrégulière avant leur éventuel éloignement du territoire national.

Le CRA, parfois dit « de Paris-Vincennes », est composé de trois centres anciennement numérotés 1, 2, 3, implantés non pas sur la commune de Vincennes (Val-de-Marne) mais sur le territoire du 12^{ème} arrondissement de Paris, avenue de l'Ecole de Joinville. Cette avenue se situe dans une partie très éloignée du centre du bois de Vincennes, à proximité de l'hippodrome, dans un ancien bâtiment militaire édifié sur la Redoute de Gravelle.

Rappelons que l'arrêté du 30 mars 2011 pris en application de l'article R. 553-1 du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) fixe la liste par département des centres de rétention administrative placés sous la surveillance de la police nationale.

Pour Paris, ce texte prévoit les lieux suivants :

- le centre de rétention administrative de Paris 1, situé au 1 avenue de l'Ecole de Joinville, 75012 Paris ;
- le centre de rétention administrative de Paris 2, situé au 3 avenue de l'Ecole de Joinville, 75012 Paris ;
- et le centre de rétention administrative de Paris 3, situé au sein du palais de justice au 3 quai de l'horloge, 75001 Paris.

Depuis la fermeture du centre qui était situé au sein du palais de justice, 3 Quai de l'horloge, le CRA 3 est installé sur le même site que les deux précédents (fusion du CRA 2 et 3).

La visite des lieux, programmée le 15 décembre 2022 à 9h, a été effectuée par Madame la bâtonnière, accompagnée de 5 délégués :

- Monsieur le vice-bâtonnier Vincent NIORE,
- Delphine BOESEL,
- Céline LASEK,
- Laure TRIC,
- Edmond-Claude FRETU.

La délégation est arrivée dans l'établissement le 15 décembre 2022 vers 8h30. Elle l'a quitté le même jour à 12h30.

Après un certain temps de contrôle de leurs identités et qualités, les contrôleurs ont été accueillis et ont exposé l'objet et la base légale de leur mission devant les responsables du centre de rétention administrative, notamment son chef de service, le commandant divisionnaire fonctionnel, Monsieur Jean-Michel CLAMENS. Ils ont ensuite visité l'ensemble des infrastructures réparties sur la totalité du site.

La bâtonnière et l'ensemble des délégués ne peuvent que souligner la qualité de l'accueil qui leur a été réservé, l'exercice des prérogatives issues de la réforme de l'article 719 du Code de procédure pénale n'ayant pas été empêché. Ils ont été accompagnés par l'une des responsables ayant le grade de commandant et escortés durant l'ensemble de la visite.

Le présent rapport a vocation à être publié ou partagé avec d'autres titulaires de droit de visite, afin d'améliorer ou de compléter les évaluations et visites déjà effectuées par le passé. Il sera adressé au garde des Sceaux, au président du tribunal judiciaire de Paris, à la procureure de la république de Paris, au préfet de la région d'Ile-de-France, au préfet de police de Paris ainsi qu'au commandant du centre de rétention de Paris-Vincennes afin de respecter le contradictoire ainsi que pour leur information et observations éventuelles à la contrôleure générale des lieux de privation de liberté et à l'ASSFAM, association intervenant dans le centre de rétention dans le respect du cadre posé par l'article R 553-14 du CESEDA.

I. Arrivée sur les lieux

Lors de sa dernière visite en 2019¹, le contrôleur général des lieux de privation de liberté relevait la difficulté liée à l'accès au centre de rétention en raison de l'absence de panneaux ou de fléchage.

Force est de constater qu'à ce jour, aucune amélioration sur ce point n'a pu être observée : il est toujours difficile pour un visiteur de trouver le centre car il n'y a toujours pas de panneau indicateur depuis la station « Joinville-le-Pont » du RER A.



Avenue de l'Ecole de Joinville

¹ Rapport de la troisième visite du centre de rétention administrative de Vincennes, 12 au 15 novembre 2019 <https://www.cglpl.fr/wp-content/uploads/2021/04/Rapport-de-la-troisi%C3%A8me-visite-du-centre-de-r%C3%A9tention-administrative-de-Vincennes-Paris-1.pdf> p.11



L'ancienne caserne du bataillon de Joinville, cédée à la préfecture de police de Paris

Avant de pouvoir pénétrer dans l'établissement, la délégation fut contrainte d'attendre un long moment à l'extérieur. Il était ensuite procédé à la photocopie des cartes professionnelles des contrôleurs qui étaient accueillis de manière courtoise par les fonctionnaires de police.

II. Présentation du centre

L'établissement n'accueille que des hommes seuls et majeurs. Depuis 2018, la rétention des femmes et enfants du ressort de Paris s'effectue au centre de rétention administrative du Mesnil-Amelot (77).

En 2019, et selon les informations communiquées par les responsables du centre, 4560 personnes ont transité par le CRA de Paris-Vincennes.

La capacité maximale de l'établissement est de 235 personnes, réparties de la manière suivante :

- Le CRA 1, composé de deux bâtiments communicants, comprend 119 places ;
- Le CRA 2, composé de deux bâtiments qui ne communiquent pas- 2A et 2B, comprend 116 places.

Lors de la visite, le taux d'occupation du centre est de 96 %. Selon les fonctionnaires de police, le taux de remplissage des lieux ne dépasserait jamais 100% par obligation légale.

Au sein du CRA, différents services interviennent quotidiennement :

- Les fonctionnaires de police, au nombre de 366 (selon le commandant, il manquait environ 60 effectifs lors de la visite) ;
- L'assistance publique-hôpitaux de Paris (APHP) ;
- La société privée GEPSA et ses sous-traitants pour la maintenance ;
- L'office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) ;
- L'association service social familial migrants (ASSFAM).

Les principales constatations des délégués présents se sont articulées autour des thématiques ci-après, jugées problématiques en matière de dignité lors des précédentes visites du CGLPL :

- La notification et l'exercice des droits des personnes retenues ;
- L'état des espaces communs et des chambres ;
- L'hygiène et l'état de propreté des sanitaires ;
- L'expérience et la formation des fonctionnaires ;
- Les activités proposées au sein du CRA ;
- La qualité de la prise en charge médicale ;
- Les conditions d'attente des familles lors des visites.

III. La notification et l'exercice des droits des personnes retenues

A l'entrée du CRA se trouve un bâtiment « arrivants » accessible par un petit escalier. Il comprend une banque d'accueil derrière laquelle se tiennent les fonctionnaires chargés de l'accueil et une salle d'attente.



Document affiché dans la salle d'accueil



Salle d'accueil dans le bâtiment « arrivants »

Ce local, première étape du parcours des personnes retenues, est propre, fonctionnel et dispose de quelques affichages en plusieurs langues conseillant notamment aux arrivants de noter sur une feuille les numéros de téléphone qui pourraient leur être utiles (avocat, famille, assistant social, ...).

Lorsqu'une personne est présentée au CRA, sa situation y est ainsi prise en compte par le greffe, lequel est chargé de lui notifier et de lui remettre une copie de l'arrêté lui faisant obligation de quitter le territoire et considérant l'impossibilité d'exécuter cette décision, ordonnant son placement en rétention.

A cette occasion, il semblerait que la personne retenue reçoive et signe alors une note d'information explicitant les diverses voies de recours qui lui sont offertes ainsi que deux documents intitulés « Vos droits au centre de rétention » et « Extraits du registre », ce qui n'a pu cependant être observé par les délégués faute de personne retenue présente à l'accueil ce jour-là.

Les personnes retenues progressent ensuite vers une autre pièce où leurs empreintes digitales sont systématiquement relevées puis informatiquement transmises au 8^{ème} bureau de la préfecture de police. Ce relevé est notamment effectué aux fins de détermination du pays responsable de l'examen de la première demande d'asile dans le cadre de la procédure dite de Dublin. C'est un moment qui peut parfois être source de tensions et d'angoisse pour les personnes retenues qui ne comprennent pas toujours la finalité de cette prise d'empreintes ou qui redoutent un transfert vers le pays² membre du règlement dit « de Dublin » qui serait désigné comme primo-responsable de la demande d'asile. A noter que le troisième refus de se soumettre au prélèvement d'empreintes digitales est susceptible d'être judiciairisé et d'entraîner une mesure de garde à vue.



Lieu de « signalisation » et de prise d'empreintes

L'espace d'accueil sert enfin à d'autres usages, notamment l'accès au coffre pour les résidents déjà présents ou pour les arrivants qui y achèvent leur enregistrement.



La salle du coffre, qui a fait l'objet de récentes rénovations.

² Les pays membres du règlement de Dublin et appliquant la procédure qui en découle pour la détermination de la responsabilité de l'examen de la première demande de droit d'asile sont notamment les 28 pays de l'Union européenne ainsi que 4 pays « associés » au règlement de Dublin (Norvège (NO), Islande (IS), Suisse (CH) et Liechtenstein (LI))

Les personnes retenues peuvent en effet conserver au coffre leurs documents ou y déposer leurs objets personnels. Ce local a fait l'objet de travaux récents et entièrement été refait à neuf, il bénéficie désormais d'une gestion informatisée des effets déposés, facilitant le travail des fonctionnaires ainsi débarrassés de la tenue jugée fastidieuse de registres papier.

Afin d'éviter tout litige quant au contenu des coffres et toute suspicion de vol à l'encontre de quiconque y compris des fonctionnaires de police, des inspections régulières et parfois inopinées par la hiérarchie seraient organisées, toute divergence entre le contenu relevé en informatique et le contenu réel pouvant donner lieu à sanction administrative.

Toutefois, l'accès au coffre contenant les effets personnels n'est pas libre mais restreint : les personnes retenues ne peuvent s'y rendre qu'entre 9 et 11h puis entre 15h30 et 17h30. Chaque retenu a accès aux coffres sur simple demande mais il n'a pas été possible de vérifier si l'accessibilité se faisait aisément ou pas car aucun retenu ne se trouvait dans la salle des coffres au moment de la visite.

Si cet itinéraire (accueil, signalisation, coffre) se veut cohérent d'un point de vue administratif, il constitue aussi une phase majeure pour la protection de la dignité des personnes privées de liberté car c'est à l'occasion de cette procédure d'admission que la notification et partant la compréhension des droits de la personne retenue sera effectuée par l'administration. Elle se doit donc d'être optimale.

Concernant l'exercice des droits de la défense, les délégués ont pu observer que des boxes avocats ont été aménagés afin de garantir la confidentialité des échanges (même s'il n'existe pas de permanence) tandis que des associations de défense des droits des étrangers peuvent être sollicitées, en l'espèce l'ASSFAM, présente du lundi au samedi au sein de la galerie administrative du CRA.

S'agissant des conditions de recours à l'interprétariat, indispensable à une notification satisfaisante des droits, cette assistance serait effectuée exclusivement par téléphone par le biais de la plateforme ISM susceptible de mettre à disposition à distance des traducteurs compétents pour de nombreux idiomes et dont les services sont utilisés par les fonctionnaires de police eux-mêmes.

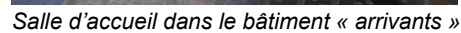
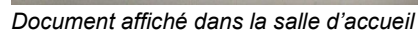
Lors de la visite, les délégués n'ont pu assister en temps réel à l'admission d'une personne retenue pour juger du soin apporté à la notification des droits lors de la phase d'accueil.

Néanmoins, à l'occasion de leurs échanges ultérieurs au sein de la galerie administrative ou de la consultation de divers rapports du CGLPL, ceux-ci ont pu percevoir que la question de la notification et de l'exercice des droits restait problématique.

Les délégués ont ainsi pu rencontrer une personne de l'ASSFAM qui a développé devant eux les difficultés rencontrées par l'association pour la préparation des recours, notamment l'absence de fluidité avec les services du greffe, qui tarderaient voire s'abstiendraient de transmettre le document relatif à la mesure d'éloignement dont la personne retenue fait l'objet. Les personnes retenues n'ont pas toujours conservé les documents et décisions les concernant, lesquels sont pourtant essentiels pour l'enregistrement des recours.

Malgré une cohabitation quotidienne, les relations entre les deux entités ne sont manifestement pas toujours simples, le greffe - service composé de fonctionnaires de police - estimant ne pas avoir pour fonction de participer au travail de l'ASSFAM. Si les copies des décisions sont certes remises sur demande, la délégation a pu percevoir des tensions entre ces deux entités.

En outre, il était fait part des difficultés liées aux délais de recours devant les juridictions judiciaires et administratives. Les délais préfix en matière de droit des étrangers, très courts, génèrent des difficultés de traitement des dossiers, notamment pour les personnes placées en rétention le week-end. Ceci est encore aggravé par les contraintes d'escorte qui maintiennent les personnes retenues de longues heures au sein du Tribunal judiciaire de Paris, lesquelles ramenées très tard au CRA ne disposent alors ni des documents ni du temps nécessaire pour une rédaction efficace de leur recours par l'ASSFAM. De manière générale, et malgré le travail important réalisé par l'ASSFAM qui se complète souvent par une écoute quotidienne des personnes retenues, l'accès au droit reste donc une difficulté réelle pour cette population.



Malgré des affichages qu'il convient de saluer, l'accès au droit doit impérativement être encore amélioré et le travail de l'ASSFAM facilité eu égard aux brefs délais de recours existant en la matière.

Le bâtiment du CRA 1 ne comprend qu'un seul étage. Au rez-de-chaussée, il accueille des locaux collectifs pour les personnes retenues, notamment un réfectoire, une salle de télévision et des espaces communs grillagés. Des bureaux pour la police et les partenaires ont été aménagés au rez-de-chaussée, ainsi que deux chambres de « *mise à l'écart* », dans ce qui est qualifié de galerie administrative.



Bureaux de l'ASSFAM



Bureaux de l'OFII

Les espaces communs ne bénéficient que de très peu d'éclairage naturel. La hauteur sous plafond y est basse.

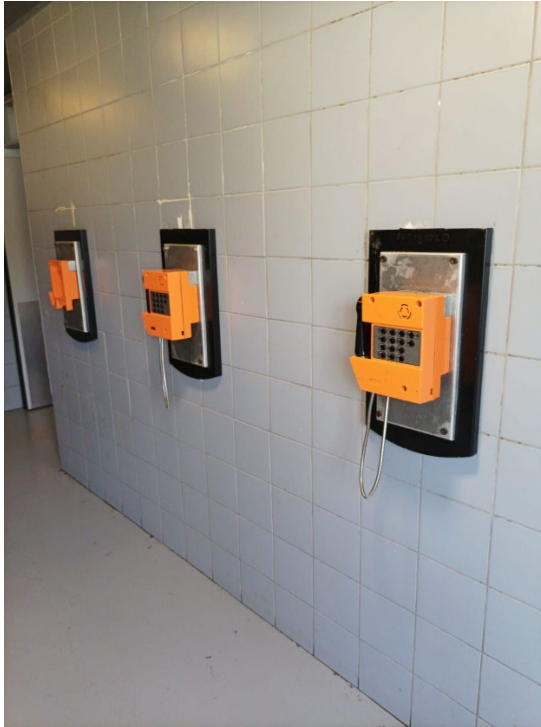


Salle de sport - télévision



Réfectoire-salle de télévision

Des téléphones sont disposés à l'étage utilisables grâce à une carte prépayée. Non seulement leur emplacement n'assure aucune confidentialité aux conversations échangées, ceux-ci étant proches les uns des autres et dans un lieu de passage fréquenté, mais ils sont largement obsolètes. La délégation doute de leur bon fonctionnement.



Point-phones situés dans le CRA 1

Les chambres, sans sanitaires, donnent sur la cour de promenade. Les menuiseries des fenêtres ont été changées de façon à apporter un éclairage satisfaisant. Toutefois, faute d'un système occultant (volets) certains retenus se trouvent contraints d'y accrocher des draps pour un minimum d'obscurité et d'intimité.

Comme l'avait noté le CGLPL³ en 2019, les murs sont plutôt en mauvais état et d'une couleur triste. Quant au mobilier, il est aussi sommaire que vétuste.

³ Rapport de la troisième visite du centre de rétention administrative de Vincennes, 12 au 15 novembre 2019 <https://www.cglpl.fr/wp-content/uploads/2021/04/Rapport-de-la-troisi%C3%A8me-visite-du-centre-de-r%C3%A9tention-administrative-de-Vincennes-Paris-1.pdf> p.19



Chambres collectives (murs dégradés, absence d'oreiller, installation de draps pour l'obscurité)

Selon la société en charge de la blanchisserie du CRA, la société *GEPSA*, les personnes retenues se voient remettre deux draps, une alèze jetable de protection du matelas, une serviette éponge et une couverture. En hiver, sur demande, elles ont le droit à une deuxième couverture. Le renouvellement serait possible chaque semaine sous la forme d'un échange à l'accueil de chaque bâtiment.



Dotation de linge distribuée à l'arrivée au CRA

Toutefois, l'absence d'oreillers, déjà constatée en 2019 par le CGLPL⁴, persiste manifestement. Les personnes retenues sont obligées d'en confectionner en roulant des vêtements ou des couvertures.

Quant aux matelas, en mousse, ils sont parfois abimés et ne sont pas recouverts d'une housse de protection.



Photographie d'une chambre collective : matelas en mousse sans oreiller



Photographie rapprochée d'un lit (chambre collective) : le matelas en mousse, abimé, n'est pas protégé par une alèze

⁴ Rapport de la troisième visite du centre de rétention administrative de Vincennes, 12 au 15 novembre 2019 <https://www.cglpl.fr/wp-content/uploads/2021/04/Rapport-de-la-troisi%C3%A8me-visite-du-centre-de-r%C3%A9tention-administrative-de-Vincennes-Paris-1.pdf> p.29

Les espaces communs doivent être rendus plus chaleureux et lumineux.

Il paraît également indispensable de mettre à disposition un moyen, pour les personnes retenues, de correspondre efficacement avec leurs proches : le CRA pourrait procéder à l'installation de cabines téléphoniques neuves ou de boîtes aux lettres par exemple.

Des volets doivent être installés aux fenêtres et des verrous placés sur les portes afin d'assurer un minimum d'intimité aux personnes hébergées dans le centre et améliorer la qualité du sommeil.

Enfin, la dotation du paquetage en ce qui concerne le linge de lit doit être réévaluée. Chaque personne retenue doit pouvoir bénéficier d'une housse de protection du matelas, d'un oreiller et d'une taie d'oreiller.

V. L'hygiène et l'état de propreté des sanitaires

Interrogés sur la régularité du nettoyage, les fonctionnaires de police indiquaient que celui-ci intervenait quotidiennement. Quant aux sanitaires, ils seraient lavés deux fois par jour.

Les toilettes partagées sont dans un état de propreté douteux. En particulier, les délégués ont constaté une très forte odeur d'urine dans les W.C communs du CRA 2, déjà constatée dans les rapports de la CGLPL.



W.C communs (CRA 2)



Douche commune (CRA 2)



Locaux sanitaires communs (CRA 2)



Toilettes communes (CRA 1)

La délégation salue la distribution de kits d'hygiène aux nouveaux arrivants.



Pack d'hygiène distribué aux personnes retenues comprenant brosse à dent, dentifrice, shampoing et savon.

Cependant, les délégués ont constaté l'absence de mesures spécifiques post-crise sanitaire COVID. En effet, ni gel hydroalcoolique ni masques ne sont mis à disposition.

Concernant le nettoyage des vêtements, les personnes retenues peuvent déposer leurs affaires personnelles pour les faire laver tous les jours. Le service de blanchisserie est assuré tous les jours par un agent de la société GEPSA.

Les locaux sont dans un état de propreté relative. Un rafraîchissement du CRA 1 s'impose et les odeurs nauséabondes dans les toilettes communes du CRA 2 doivent cesser. La distribution de gel hydroalcoolique et de masques doit également être assurée.

VI. L'expérience et la formation des fonctionnaires affectés au CRA

Selon les informations et les constatations effectuées, les conflits sont fréquents au sein de l'établissement. Des scènes de violence avaient eu lieu la nuit précédant la visite, à la suite du match de football opposant la France et le Maroc lors de la coupe du Monde 2022.

De manière générale, un climat de tensions ambiant a été ressenti par les membres de la délégation, plusieurs personnes retenues imputant par ailleurs, sans que cela ait pu être constaté, un usage illégitime de la force par les fonctionnaires de police.

La direction a également expliqué que certaines personnes retenues étaient prêtes à tout afin de ne pas être contraintes de sortir du territoire. Lorsque les tests PCR étaient encore obligatoires, ils refusaient par exemple d'y procéder. Aujourd'hui, ces tests se raréfiant, nombreuses seraient les personnes provoquant des incidents graves afin d'éviter l'exécution de mesures d'éloignement (violences, pendaisons, ingurgitation d'objets).

La sécurité des lieux est assurée par un système de vidéo-surveillance (entièrement rénové dans le CRA 2 avec passage à une technologie numérique à la différence du CRA 1 qui reste en analogique) permettant une surveillance des lieux importante (cours de promenades, préau, chemins de rondes, parties communes). Les images seraient conservées pour une durée de 30 jours.

Aucune caméra n'est installée dans les chambres ordinaires, les toilettes et les lieux de confidentialité (entretien avocat, médecin ou association), ces derniers étant simplement équipés d'un bouton d'alarme en cas de danger.

Les policiers ont indiqué que malgré la présence de caméras, des dégradations, vols et violences étaient commis hors du champ visuel des fonctionnaires, en particulier dans les chambres.



Caméra de vidéo-surveillance en salle d'isolement (CRA 1), présentée comme désactivée

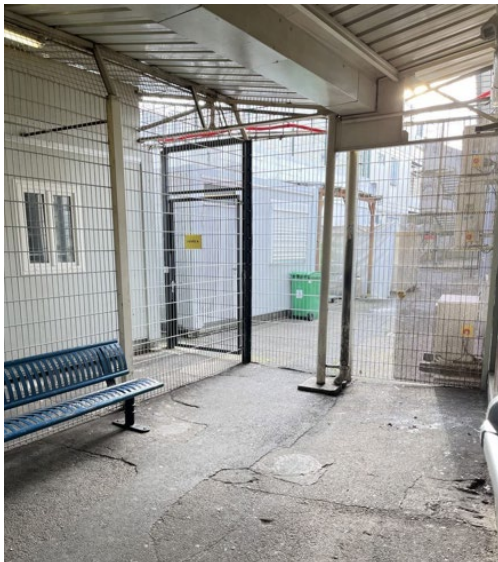
Les espaces extérieurs font l'objet de mesures de sécurité renforcées, justifiées par le risque de transmission de stupéfiants ou d'objets venant de l'extérieur.



Chemin de ronde (CRA 2)



Cour extérieure (CRA 1)



Espaces communs extérieurs CRA 1

Lors de sa dernière visite des lieux⁵, le CGLPL insistait sur la nécessité, pour les fonctionnaires de police affectés au CRA, de bénéficier d'une formation relative aux spécificités de leurs missions, intégrant notamment la gestion des conflits.

⁵ Rapport de la troisième visite du centre de rétention administrative de Vincennes, 12 au 15 novembre 2019 <https://www.cglpl.fr/wp-content/uploads/2021/04/Rapport-de-la-troisi%C3%A8me-visite-du-centre-de-r%C3%A9tention-administrative-de-Vincennes-Paris-1.pdf> p. 17

Le commandant a informé la délégation de la création d'une formation particulière, qui serait davantage orientée sur la pédagogie, les stages et les particularités du travail au sein d'un CRA que sur une culture de management autoritaire où prédominait la sanction administrative.

La surveillance des lieux est assurée grâce à un nombre conséquent de caméras de vidéosurveillance. Des efforts ont été remarqués afin de renforcer la formation et la cohésion entre les fonctionnaires de police affectés au CRA.

VII. Les activités au sein du CRA

Comme l'avait déploré le CGLPL au cours de sa dernière visite⁶, quasiment aucune occupation n'est proposée aux personnes retenues.

Lors de la visite, la plupart des personnes accueillies dans le centre dormaient ou erraient dans les lieux de vie. Cette situation semble être récurrente : les personnes retenues semblent souffrir d'un ennui profond et le rapport au temps devient source d'un stress manifeste, accentué par les renouvellements de mesure et la crainte permanente d'une mesure d'éloignement.

Enfin, selon les informations recueillies lors de la visite, les représentants sur place de l'OFII reçoivent également les retenus, qui viennent seulement pour discuter.

Selon les fonctionnaires de police, il n'y a pas de bibliothèque en raison du risque d'incendie. Aucune association n'accepterait d'organiser l'animation bibliothèque ou toutes autres activités au sein du CRA.

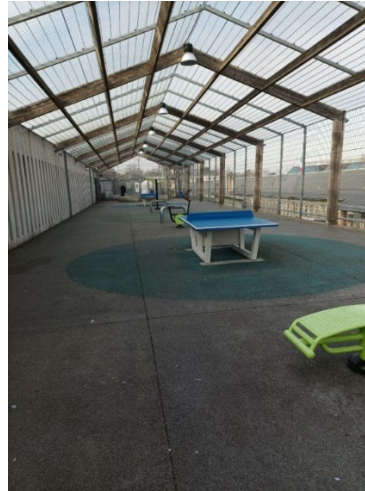
Quelques machines de musculation, peu performantes, sont installées dans les cours et aucun ballon n'est mis à disposition pour l'organisation de jeux collectifs.

Les fonctionnaires de police ont insisté sur la présence de tables de ping pong, de jeux de dames, d'échecs et de cartes. Reste qu'au jour de la visite, la délégation n'a vu que deux hommes utiliser un plateau de jeu de dames, avec des pièces d'échec et de dames. Aucun n'utilisait les agrès à l'extérieur, compte tenu également des températures négatives.

Les délégués ont par ailleurs pu longer un baraquement extérieur aux lieux de vie – qui servait de dojo - et affectés à l'usage des fonctionnaires de police pour leurs activités récréatives. Celui-ci soutenu par des étais et dont les parois menacent de s'écrouler ne semblent pas un lieu idéal pour permettre aux fonctionnaires de police de partager des moments de détente, élément pourtant indispensable dans cet univers clos et marqué par des tensions et un ennui quotidien.

⁶ Rapport de la troisième visite du centre de rétention administrative de Vincennes, 12 au 15 novembre 2019 <https://www.cglpl.fr/wp-content/uploads/2021/04/Rapport-de-la-troisi%C3%A8me-visite-du-centre-de-r%C3%A9tention-administrative-de-Vincennes-Paris-1.pdf> p.34

Tables de ping pong en béton et installations extérieures CRA 2



Plusieurs salles de télévisions, ainsi que quelques consoles de jeux de type PlayStation sont installées dans les parties communes, dont les manettes seraient dégradées très régulièrement



Consoles de jeux (inutilisables) situées dans les espaces communs

Les personnes retenues peuvent procéder à des achats via l'OFII (notamment de tabac, cartes de téléphone), lequel procède à des vérifications de sécurité en retirant notamment les opercules susceptibles d'être transformés en objets contondants, mais rencontrent des difficultés pour percevoir de l'argent.

D'après la direction, les personnes retenues sont autorisées à utiliser un téléphone portable mais sans appareil photo pour des raisons de sécurité. Elles ne peuvent donc détenir de smartphone ou disposer d'un accès à Internet.

La préfecture aurait cependant pour projet d'instaurer un système d'accès au WIFI par des téléphones sans appareil photo, ce qui permettrait d'améliorer considérablement le quotidien des personnes hébergées dans le centre.

La délégation a constaté une absence d'activités occupationnelles au bénéfice des personnes retenues, ce qui génère une oisiveté délétère à laquelle il convient impérativement de remédier.

VIII. La qualité de la prise en charge médicale

La question des soins au sein du centre pose plusieurs difficultés.

Tout d'abord, le temps de présence médicale au sein du centre est le suivant :

- Deux médecins sont présents le matin, 5 jours sur 7 ;
- Une équipe d'infirmiers est présente 20 heures sur 24 ;
- Une psychologue est présente 2 jours et demi par semaine.

La présence du médecin sur place, le matin seulement et en semaine, est donc réduite.

Une seule psychologue est affectée au CRA, à temps partiel, ce qui au vu du nombre de personnes retenues semble totalement inadapté. Pourtant, la délégation a senti chez les personnes retenues un besoin de s'exprimer et de soutien psychologique renforcé.

Concernant l'hygiène, au jour de la visite, celles-ci étaient propres et plutôt modernes, bien que toutes les tables d'examen n'étaient pas protégées par un drap d'examen. Du gel hydroalcoolique était néanmoins mis à disposition dans la plupart des espaces médicaux.



Accueil de l'infirmier du CRA 2



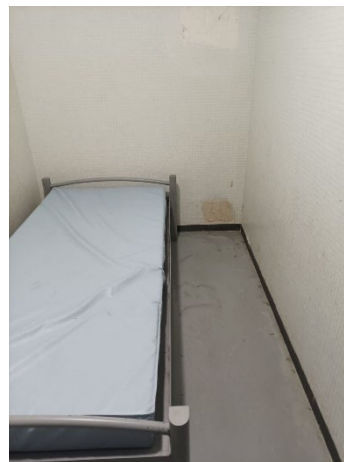
Locaux d'examen (CRA 1)



Infirmierie (CRA 1)

Le CRA comprend également des salles d'isolement, qui servent à la mise à l'écart de personnes atteintes de maladies infectieuses ou dont l'état de santé est dégradé. Proches de l'infirmierie, ces chambres, très spartiates, ne disposent d'aucune fenêtre et sont globalement assez tristes.

On ignore cependant sur quelles bases légales ces mises à l'écart sont fondées ni si elles peuvent servir à des fins disciplinaires. Aucun registre portant mention des motifs de recours à ces salles d'isolement n'a été porté à la connaissance de la bâtonnière et de ses délégués.



Chambres de mise à l'écart (CRA 1)

De manière générale, le secret médical est insuffisamment protégé. On ignore si les dossiers médicaux sont rangés dans des armoires fermées à clef. Par ailleurs, lors des entretiens à l'infirmerie du CRA 2, la porte était grande ouverte. Il était indiqué à la délégation que la décision d'ouverture ou fermeture de la porte relevait du « *choix du professionnel* ».

La gestion des traitements médicaux est également problématique dans la mesure où les nouveaux arrivants se verraient retirer leurs médicaments lorsqu'ils ne possèdent pas d'ordonnance, retrait justifié selon les explications données par les risques de trafic de médicaments au sein du CRA.

Or, comme précisé *supra*, les médecins ne sont présents que le matin, du lundi au vendredi.

Interrogé sur ce point, le commandant a précisé qu'en cas d'urgence, les infirmiers pouvaient délivrer des médicaments le week-end. Cette information était toutefois démentie par un membre du personnel croisé au cours de la visite.

Dès lors, il existe un risque important d'interruption des traitements médicaux pour les arrivants du week-end.

Une autre difficulté majeure a été relevée, tirée de l'absence de respect par l'administration de la décision d'incompatibilité de la mesure de rétention prise par le médecin.

En effet, il a été expliqué aux délégués que les médecins du centre de Paris-Vincennes rendaient régulièrement (approximativement toutes les 2 ou 3 semaines) des avis d'incompatibilité avec le maintien en rétention et que ceux-ci n'étaient pas suivis. Bien que délivré par le médecin du CRA en principe seul à même de constater l'incompatibilité, un tel avis serait considéré comme n'imposant pas la levée de la mesure et serait simplement porté à la connaissance du service médical de l'OFII, pourtant en charge du seul examen de la compatibilité de l'état de santé avec un éventuel retour dans le pays d'origine. Or, l'OFII statue sur dossier dans des délais qui peuvent parfois s'avérer très longs. Interrogé sur place, l'OFFI nous a indiqué que leur service médical ne prenait d'ailleurs que rarement des positions confirmant l'incompatibilité médicale constatée ab initio.

Ceci est d'autant plus choquant qu'à la connaissance des délégués, d'autres CRA respectent immédiatement l'autorité attachée à l'avis d'incompatibilité.

Enfin, il semblerait que le CRA n'ait pas recours à la procédure des tests osseux. Selon les fonctionnaires de police, la vérification de la majorité des personnes qui se prétendent mineures est supposée intervenir avant le transfert en centre de rétention.

Les espaces médicaux doivent recourir à des draps d'examen pour l'auscultation des personnes retenues.

La continuité des traitements médicaux doit être garantie dans le CRA : il n'est pas acceptable que des personnes retenues arrivant le vendredi après-midi soient susceptibles d'être privées de médicaments pendant plus de deux jours.

Enfin, l'absence de prise en compte, par la Préfecture, des avis d'incompatibilité avec la mesure de rétention émis par le médecin du CRA doit cesser. Dans cette situation, les personnes concernées doivent être en mesure de bénéficier d'une assignation à résidence par exemple.

IX. Les conditions d'attente des familles lors des visites

Les familles qui souhaitent rendre visite aux personnes retenues au sein de l'établissement sont contraintes de patienter à l'extérieur, dans le froid, sous un abri en bois.

Les créneaux horaires de visite s'étendent 9 à 20h. D'après certains visiteurs, l'attente peut se révéler très longue, surtout en fin de journée, en raison de la capacité d'accueil limitée de la salle des visites. Limitée à 30 minutes, la visite se déroule dans un espace dédié. Bien que grand, cet endroit n'est pas aménagé de façon à assurer une confidentialité et le respect de la vie privée des personnes retenues, qui ne sont pas isolées.

Les visites ne peuvent faire l'objet de rendez-vous programmés et les proches doivent ainsi attendre dehors qu'une place se libère pour pouvoir accéder à l'espace des visites.

De plus, aucun jeu ni équipement de puériculture n'est mis à disposition pour les enfants qui viendraient visiter un proche.

Les fonctionnaires de police ont également été interrogés sur la crainte exprimée par les familles des personnes retenues et relevées dans plusieurs rapports émanant des associations exerçant au sein des CRA : celle d'être identifiée à l'occasion d'une visite comme une personne étant également en situation irrégulière et pouvant faire soi-même l'objet d'une rétention administrative. Il a été répondu aux délégués que cette crainte était infondée, le seul contrôle effectué par les services de police à l'entrée du CRA, parfois sur présentation d'une pièce d'identité ou d'un titre de séjour, consistant pour des raisons de sécurité en une vérification sur le fichier des personnes recherchées (FPR). Compte tenu des catégories très variées de personnes susceptibles d'y être inscrites – notamment celles ayant tenté d'obtenir un titre de séjour ou ayant fait de procédures judiciaires, cette réponse n'est pas satisfaisante et pourrait expliquer un nombre de visites relativement rare.

Un local chauffé et fermé devrait être mis à la disposition des familles afin qu'elles puissent attendre leurs visites dans des conditions de confort normales. Les conditions d'attente des familles déjà dénoncées par le CGLPL restent donc inacceptables.

La salle des visites devrait également être aménagée afin de permettre le respect de l'intimité des échanges entre personnes retenues et leurs visiteurs.

La garantie qu'aucun contrôle d'identité de visiteurs ne puisse aboutir à des décisions de rétention les concernant doit être accrue.

X. Conclusion

Cette visite, bien qu'inopinée, de courte durée et constituant une première dans le ressort de Paris, s'est déroulée dans une atmosphère de dialogue et de coopération avec les fonctionnaires de police, ce qui doit être à nouveau salué.

Les délégués ont été laissés libres de leurs mouvements pendant toute la durée de la visite et pouvaient se diriger où ils souhaitaient, étant néanmoins précisé que la disposition des lieux ne leur était pas connue et qu'ils ont été constamment escortés pour des raisons de sécurité.

Ils ont néanmoins pu s'entretenir à l'occasion avec certaines personnes retenues qui leur ont fait part de leur profonde solitude, de leur ennui et de leur sentiment d'être totalement perdus dans les rouages d'une législation complexe, rythmée par des délais couperets ou au contraire par des renouvellements incessants des mesures dont ils faisaient l'objet.

Si le centre de rétention de « Paris-Vincennes » a déjà fait l'objet de trois visites du contrôleur général des lieux de privation de liberté, il convient de noter qu'il était relativement propre – en tout cas pour le CRA 2 - bâtiment entièrement reconstruit après des émeutes et un incendie - et que certaines recommandations antérieures du CGLPL avaient été au moins partiellement suivies d'effet.

Par ailleurs, il convient de rappeler que les personnes retenues dans de tels centres sont souvent déracinées ne comprenant pour la plupart pas la langue française, et soucieuses de ne pas retourner dans un pays qu'elles ont quitté. Elles sont parfois victimes d'une longue désocialisation ou souffrent d'addictions ou de maladies éventuelles. Tout ceci impacte évidemment sur les conditions matérielles rencontrées pour garantir la dignité des privations de liberté qui se déroulent dans ces CRA.

Malgré les améliorations évoquées, on ne peut que souligner que certaines situations restent difficilement compatibles avec les exigences minimales de respect de la dignité des personnes privées de liberté, :

- Le centre est difficile d'accès et doit être indiqué afin de faciliter la venue des visiteurs ;
- Les personnes retenues doivent recevoir une copie des décisions judiciaires et notifications les concernant. La garantie de ce droit n'est pour l'heure pas assurée par le greffe du CRA ;
- Les espaces communs ne sont pas suffisamment chaleureux, sombres et bas de plafonds ;
- Les chambres disposent de mobilier en mauvais état et d'aucun système occultant garantissant la dignité et l'intimité des personnes retenues. La dotation du paquetage en ce qui concerne le linge de lit doit être réévaluée. Chaque personne retenue doit pouvoir bénéficier d'un matelas avec une housse de protection, un oreiller et une taie d'oreiller ;
- Concernant l'hygiène, si les locaux sont dans un état de propreté correct, un rafraichissement en profondeur s'impose sur certains lieux de vie et il doit impérativement être remédié aux odeurs d'urine dans les toilettes communes ;
- L'accès au droit reste une question éminemment problématique. Si des efforts d'affichage ainsi que l'intervention constante de l'ASSFAM visent à assurer celui-ci, force est de constater que les personnes retenues sont souvent perdues dans les méandres d'une législation qui les dépassent et que l'ASSFAM doit malgré ses efforts parfois gérer dans l'urgence des délais de recours préfix ce qui ne facilite pas leur prise en charge ;
- La qualité des soins et la continuité des traitements médicaux doit être renforcée. Les avis d'incompatibilité entre la mesure de rétention et l'état de santé des personnes retenues doivent impérativement être pris en compte ;
- Les conditions d'attente des visiteurs à l'entrée du centre sont contraires aux exigences minimales de dignité. Un espace dédié doit être aménagé afin de permettre aux familles des personnes retenues de patienter au chaud.

Surtout, des activités doivent être proposées aux personnes hébergées dans ce centre, sans quoi elles ne font que dormir ou se prêter aux conflits qui s'y installent nécessairement quand ils ne sont pas accentués par des litiges entre communautés.

Comme indiqué supra, le présent rapport a vocation à être publié ou partagé avec d'autres titulaires de droit de visite, afin d'améliorer ou de compléter les évaluations et visites déjà effectuées par le passé. Il sera adressé au garde des Sceaux, au président du tribunal judiciaire de Paris, à la procureure de la république de Paris, au préfet de la région d'Ile-de-France, au préfet de police de Paris, au commandant du CRA de Paris-Vincennes afin de respecter le contradictoire ainsi que pour leur information et observations éventuelles à la contrôleur générale des lieux de privation de liberté et à l'ASSFAM

Un délai de 8 semaines est donné afin de recueillir les observations de ces différentes autorités, personnalités ou entités, lesquelles feront l'objet d'une publication par le Barreau de Paris.

Il pourra enfin être envisagé une contre-visite de ce centre de rétention administrative, dans un délai de 5 à 6 mois, afin de vérifier la prise en compte de telle ou telle recommandation ou la persistance d'une insuffisance déjà constatée.